



Marché N° AC1176-1-2/2025

Services bancaires pour le compte de la Cinémathèque française

Lot 1 : flux occasionnels

Lot 2 : flux quasi-quotidiens

<p>Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP</p>

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique, relatifs aux marchés à procédure adaptée.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 OBJET	3
1.2 ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 2 – FORME ET MODE DE PASSATION DU MARCHÉ.....	3
2.1 PROCEDURE.....	3
2.2 FORME	3
2.4 DUREE DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	4
6.1. DETERMINATION DES PRIX	4
6.2. FORME DES PRIX	4
6.5 MODALITES DE PAIEMENT	4
ARTICLE 8 – PENALITES.....	4
8.1. PENALITES LORSQUE LE SERVICE N’EST PLUS ASSURE PAR L’ORGANISME FINANCIER	4
8.2. PENALITES LORSQUE LE SERVICE EST EXECUTE AVEC RETARD.....	4
ARTICLE 10 – ASSURANCE.....	5
ARTICLE 11 – EXECUTION COMPLEMENTAIRE	5
11.1 MODIFICATION DU CONTRAT.....	5
11.2 REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	5
11.3 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 12 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL.....	5
ARTICLE 13 – MISE EN DEMEURE, RESILIATION	5
13.1. RESILIATION DU FAIT DE LA CINEMATHEQUE.....	5
13.2. RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE	6
13.3. AUTRES CAS DE RESILIATION	6
ARTICLE 14- LITIGES.....	7

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet

Le présent marché concerne les prestations de services bancaires pour le compte de la Cinémathèque française.

1.2 Allotissement

Les prestations sont décomposées en deux lots :

- **Lot n°1 : flux occasionnels** conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000 €HT sur toute sa durée (reconductions comprises)
- **Lot n°2 : flux quasi-quotidiens** conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 100 000 €HT sur toute sa durée (reconductions comprises)

ARTICLE 2 – FORME ET MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

2.1 Procédure

La présente consultation est passée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique, relatifs aux marchés à procédure adaptée.

2.2 Forme

Il s'agit en partie d'un accord-cadre à bons de commande conformément à l'article R2162-4°2 du Code de la commande publique.

2.4 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour un (1) an à compter du 1er avril 2026.

Il est reconduit trois fois annuellement par reconduction tacite.

Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Dans le cas où la Cinémathèque Française ne souhaite pas reconduire le marché, elle en informe le titulaire de l'accord cadre par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant la fin de la période en cours.

En outre, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article « résiliation » du présent document.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (AE) et son bordereau de prix unitaire (BPU);
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, commun à tous les lots;
- les bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins ;
- le mémoire technique du Titulaire;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Dans la mesure où une nouvelle réglementation intervient en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande, celle-ci se voit directement appliquée à l'accord-cadre à bons de commande dès sa promulgation. L'opérateur économique doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute évolution sans modification du coût de l'accord-cadre à bons de commande.

Il appartiendra au titulaire de signaler avant la signature de l'accord-cadre les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis et demander les éclaircissements nécessaires. Par conséquent, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur

ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces de l'accord cadre pour refuser l'exécution des prestations, justifier un mauvais fonctionnement ou prétendre à une augmentation.

Rappel : les conditions générales de ventes de l'opérateur économique ne sont pas applicables. Seules les dispositions du Code de la commande publique et les documents énoncés ci-dessus le sont.

ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

6.1. Détermination des prix

Le présent marché est rémunéré par application de tarifs unitaires fermes et définitifs, selon les prestations fournies et dans les conditions précisées au bordereau de prix en annexe à l'acte d'engagement sur la base des quantités réellement exécutées.

Les prix sont établis hors TVA et comprennent tous frais, charges et aléas inclus.

En cas d'exonérations de TVA, il convient que **le candidat précise son régime clairement dans son mémoire technique**.

Le titulaire certifie que les prix pratiqués au titre du présent marché n'excèdent pas ceux qu'il pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, dans des conditions identiques, à la date de la signature du marché par ses soins.

A ce titre il communiquera les tarifs publics applicables.

6.2. Forme des prix

Le marché est rémunéré à prix unitaires tels que figurant à l'acte d'engagement et à son annexe financière qui sont fermes durant toute la durée du marché.

6.5 Modalités de paiement

Les frais sont prélevés directement sur le compte mouvementé et font l'objet d'une facturation récapitulative par type d'opération et de tarification tous les mois.

ARTICLE 7 – PENALITES

7.1. Pénalités lorsque le service n'est plus assuré par l'organisme financier

Des pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable dès que la défaillance du titulaire est constatée par la Cinémathèque française. Il s'agit à la fois de la défaillance pouvant intervenir au cours de la réalisation du marché et de celle intervenant après son terme.

La pénalité est égale au montant global des frais engagés par la Cinémathèque française, y compris le montant des intérêts moratoires.

La pénalité court jusqu'à ce que le titulaire assure de nouveau le service aux conditions précisées au présent Cahier des clauses particulières.

7.2. Pénalités lorsque le service est exécuté avec retard

Si le retard est de son propre fait, le titulaire doit verser des intérêts de retard sur le compte de la Cinémathèque française, calculés sur la période concernée selon la formule suivante :

$$P = \frac{(EONIA + 3\%) \times R \times V}{360}$$

P = montant de la pénalité

V = valeur transférée pour la partie concernée par retard

R = nombre de jours calendaires de retard constaté (différence entre la date de remise en compensation et la date de remise effective)

EONIA (Euro Overnight Index Average) = taux monétaire de référence de la zone euro.

Si le retard n'est pas lié à sa responsabilité, le titulaire doit reverser les fonds, sous leur valeur d'origine au prestataire financier désigné par la Cinémathèque française.

ARTICLE 8 – ASSURANCE

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit produire, à toute demande de l'autorité compétente, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de garantie ainsi que la franchise, si elle existe.

ARTICLE 9 – EXECUTION COMPLEMENTAIRE

9.1 Modification du contrat

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article L2194-1 du Code de la commande publique.

9.2 Réalisation de prestations similaires

Des marchés complémentaires pourront être conclus conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs :

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 3252-6, R. 3252-11, R. 3252-12, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 1221-10 du code du travail.
- s'acquitter de leurs obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

A ce titre et en application de l'article 46 du code des marchés publics, le titulaire fournit à la Cinémathèque française, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents énumérés aux articles D.8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D.8223-8 et D.8223-7 (si le titulaire est établi à l'étranger) du code du travail.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de leurs sous-traitants éventuels.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française
Service des Marchés
51 rue de Bercy
75012 Paris

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, la Cinémathèque française peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 11 – MISE EN DEMEURE, RESILIATION

13.1. Résiliation du fait de la Cinémathèque

Lorsque la Cinémathèque Française résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article « autres cas de résiliation », elle n'est pas tenue de

justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande.
La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

11.2. Résiliation aux torts du titulaire

La Cinémathèque peut résilier le marché aux torts du Titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail;

La Cinémathèque peut résilier le marché aux torts du Titulaire sans mise en demeure préalable :

- Lorsque le Titulaire ne fournit pas l'ensemble des documents mentionnés à l'article 7.3 du présent document.
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et 4 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail.
- Lorsque le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;

La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du Titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du Titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise de moyens que la Cinémathèque cède à l'amiable au Titulaire ;
- le montant des pénalités ;

b) Au crédit du Titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

11.3. Autres cas de résiliation

1. Décès ou incapacité civile :

En cas de décès ou d'incapacité civile du Titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la Cinémathèque accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

2. Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par les articles L. 622-13, L.631-14-I et L. 641-10 du code de commerce.

3. Impossibilité physique :

La Cinémathèque peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le Titulaire de remplir ses obligations.

4. Difficultés techniques :

Si le Titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation.

5. Force majeure :

Lorsque le Titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.

6. Décompte de liquidation :

Le décompte de liquidation au titre du présent article comprend :

a) Au débit du Titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'acompte ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au Titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que la Cinémathèque cède à l'amiable au Titulaire ;
- le montant des pénalités.

b) Au crédit du Titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

ARTICLE 14- LITIGES

En cas de litige, le Tribunal Judiciaire de Paris sera seul compétent.